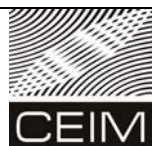




Cahier de recherche
Continentalisation 09-01
ISSN 1714-7638

ENTRE INTÉRÊT MUTUEL ET MÉFIANCE :
LES RELATIONS ÉNERGÉTIQUES SINO-RUSSES

GUILLAUME MASCOTTO



Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation
Institut d'études internationales de Montréal
Université du Québec à Montréal
C.P. 8888, succ. Centre-ville,
Montréal, H3C 3P8

Tél. : (514) 987 3000 # 3910
<http://www.ceim.uqam.ca>

MARS 2009

REMERCIEMENTS

L'auteur tient à remercier, en premier lieu, le professeur Christian Deblock pour ses remarques et ses judicieuses critiques qui ont contribué à la bonification de la recherche. Il va sans dire que cette publication n'aurait jamais pu voir le jour sans son soutien. Deuxièmement, l'auteur désire remercier Christian Constantin pour ses commentaires constructifs et ses demandes de clarification très pertinentes. Troisièmement, l'auteur remercie son collègue Philippe Beaulieu-Brossard pour son support moral et pour avoir fait part de ses critiques. Enfin, l'auteur a grandement bénéficié du soutien de l'équipe technique du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM) pour la mise en page et la présentation de la version finale de la recherche.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux du Groupe de Recherches sur l'Intégration Continentale (GRIC) ou des membres du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).

INTRODUCTION

La dépendance énergétique constitue un des phénomènes les plus incontournables dans l'étude des relations internationales en ce début du XXI^e siècle. La consommation pétrolière mondiale a atteint les 85.2 millions de barils par jour (mbj) en 2007 et la production, 81.5 millions de barils (British Petroleum, 2008 : 8/11). La consommation gazière mondiale a atteint les 2.922 milliards de mètres cubes (mm³) en 2007 et sa production, les 2.940 mm³ en 2007 (British Petroleum, 2008 : 24/27). En fonction de ces statistiques, force nous est de constater que nous consommons à la limite de nos capacités de production¹. À l'avenir, si rien n'est fait pour pallier ce problème, la production mondiale d'énergie risque d'atteindre son paroxysme (le fameux *Peak oil*) et ne pourra pas satisfaire les besoins des nouveaux États émergents, assoiffés de pétrole et de gaz, *en même temps* que ceux des grandes puissances. Ainsi, en l'absence d'alternatives durables et à mesure que les ressources se font rares et que de nouveaux géants aux besoins énergétiques exponentiels font leur entrée sur la scène internationale, l'exploitation de ces ressources ne manquera pas de poser l'épineuse question de leur partage, multipliant ainsi le degré de compétitivité entre les États pour *sécuriser* la production, le transport et l'allocation de l'énergie (Klare, 2008 : 228). C'est dans ce nouveau contexte que la sécurité énergétique s'est positionnée comme priorité en matière de politique étrangère des grandes puissances (Kalicki & Goldwyn, 2005 : 159).

Parallèlement, deux événements ont retenu l'attention. Le premier est la montée de la Chine en tant que puissance économique et politique ayant d'énormes besoins énergétiques. Le deuxième est la résurgence de la Russie sur l'échiquier mondial en tant que *pétro-puissance*. Du coup une question de recherche s'impose : dans des conditions de compétition exacerbée sur le marché mondial de l'énergie, les enjeux vitaux liés à la sécurité énergétique de la Chine et de la Russie permettent-ils d'envisager la construction d'un *bloc* de coopération sino-russe en Asie ? C'est la question à laquelle nous allons tenter de répondre dans les pages qui suivent.

Notre cadre d'analyse est composé est composé de la *Strategic Trade Theory* (STT) qui nous permettra de mieux comprendre certaines forces qui sous-tendent la globalisation de l'économie mondiale. L'idée principale de la STT est que les marchés globaux sont imparfaits et qu'en conséquence, les firmes et les États ont intérêt à interagir stratégiquement pour stimuler la croissance économique nationale et assurer la protection ou l'augmentation de leurs poids au sein de l'économie mondiale. Il s'agit de soutenir les firmes nationales pour générer des externalités positives (ex : transfert de technologie) et pour transmuter les profits des firmes étrangères aux firmes nationales (Brander & Spencer, 1983; Grossman, 1992; Krugman, 1986)². Ensuite, nous aurons recours à trois concepts. Le

premier est celui de « complexe régional de sécurité » de Buzan et Weaver (2003), défini comme un groupe d'États dont les impératifs de sécurité sont *interreliés* de façon à ce que leur sécurité nationale ne puisse s'envisager sans considérer leur sécurité réciproque (i.e., la sécurité d'un État ne peut s'obtenir séparément de celle des autres)³. Il existe deux composantes, chacune avec des dynamiques bien différentes qui définissent un CRS : (a) la distribution de la puissance dans la région; et (b) l'état des relations—harmonieuses (*amity*) ou hostiles (*enmity*)⁴. Un CRS peut également se définir en termes de : (a) facteurs économiques; (b) de l'existence d'une organisation régionale de sécurité ou de la nécessité d'en créer une; (c) de menaces perçues; et (d) de liens géopolitiques, historiques et culturels qui existent entre les États qui composent le complexe (Haddadi, 1999: 7). Le deuxième concept est celui de « sécurité économique » de Dent (2007). Nous aborderons plus spécifiquement dans le sens du second niveau⁵ de sécurité économique que nous nommerons, *sécurité macro-économique* et nous nous concentrerons sur deux formes⁶ de sécurité économique : la sécurité des approvisionnements et les alliances économiques⁷. Christopher M. Dent définit le concept ainsi :

[Economic security] involves safeguarding the structural integrity and prosperity-generating capabilities and interests of a politico-economic entity in the context of various externalized risks and threats that confront it in the international economic system. (2007: 210)

Enfin, le dernier concept est celui de « sécurité énergétique » de Kalicki & Goldwyn (2005), défini comme la *sécurisation* de l'accès aux ressources énergétiques nécessaires au développement progressif de la puissance nationale⁸. Mieux, il s'agit de la capacité d'un État de sécuriser les sources d'approvisionnement et la capacité de protéger son économie nationale des effets de renversement non désirables dus à la volatilité des prix et aux risques de rupture. D'où l'importance d'opter pour une stratégie énergétique flexible à long terme tout en étant efficace et prudente à court terme.

Ces concepts seront utilisés l'étude de cas afin d'expliquer comment l'énergie est intimement liée à des considérations de sécurité nationale, d'illustrer comment la sécurité énergétique fait partie intégrante des politiques étrangères de la Russie et de la Chine et comment ce facteur affecte les relations sino-russes. Le texte est divisé en trois parties. La première partie porte sur les besoins et la stratégie énergétiques de la Chine. La seconde partie porte sur la Russie. Nous reviendrons sur la place qu'occupe l'énergie dans l'économie post-soviétique ainsi que sur sa stratégie énergétique. La troisième partie est, quant à elle, consacrée à l'Asie du Nord-Est et aux relations bilatérales qui se sont nouées entre les deux puissances dans le domaine énergétique.

LA QUÊTE ÉNERGÉTIQUE DE LA CHINE

Lorsque Deng Xiaoping prit le pouvoir en 1978, l'agenda politique faisait désormais place aux réformes et à l'ouverture⁹. Vingt ans plus tard, l'efficacité et l'efficience sont au rendez-vous. La rapidité avec laquelle l'économie de la Chine s'est développée lui confère aujourd'hui le statut de grande puissance — son rôle sur la scène internationale ne cesse d'augmenter et elle se positionne désormais parmi les grands acteurs en Eurasie et dans le monde (Brzezinski, 1997 : 72). La Chine est la quatrième et la plus dynamique économie du monde avec une croissance qui frise les 10% par année (Ikenberry, 2008 : 24). Dans cette séquence, il apparaît clairement que la montée en puissance de la Chine aura des répercussions régionales et internationales considérables à mesure que les considérations énergétiques monteront aux premiers rangs de sa politique étrangère.

Une demande énergétique exponentielle

En 1993, la Chine est passée d'un exportateur net d'hydrocarbures à un importateur net. En 2004, la Chine est devenue le troisième plus grand importateur de pétrole après les États-Unis et le Japon. Aussi revêt-elle le titre du deuxième plus grand consommateur de pétrole après les États-Unis, soit 7.9 mbj en 2007 (British Petroleum, 2008 : 11). De 2000 à 2005, la consommation énergétique chinoise a augmenté de 60%, représentant presque la moitié de l'augmentation de la consommation mondiale (Zhao, 2008 : 209). En 2006, elle a importé plus de 138 millions de tonnes de pétrole brut (Goldman, 2008 : 78). Seuls les États-Unis importent plus avec une consommation qui a frisé, en 2007, les 20.7 mbj dont 13.6 mbj furent importés (British Petroleum, 2008 : 11/20).

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette hausse foudroyante de la demande énergétique chinoise : (1) le taux de croissance économique; (2) l'industrialisation rapide — la Chine a continué d'investir massivement dans des industries lourdes (métallurgie, aluminium, ciment, etc) qui consomment énormément d'énergie; (3) l'urbanisation rapide — 40% par année en 2003; et (4) l'augmentation des exportations — \$1.218 milliards en 2007, soit 8.8% des exportations mondiales (Yi-chong, 2007 : 47). De plus, avec la croissance économique est apparue une nouvelle classe moyenne avec des besoins énergétiques faramineux (e.g. voitures, climatiseurs, électroménagers, etc). Ainsi, de 2001 à 2006, tandis que le PIB de la Chine augmenta de 10%, la consommation énergétique augmenta en moyenne de 11.4% (Goldman, 2008 : 78). On estime que si sa croissance continue à ce rythme, la Chine consommera à elle seule, 20% de l'énergie mondiale d'ici 2030, dont 15.7 mbj de pétrole et 198 milliards de mm³ de gaz (Klare, 2008 : 73). Sur le plan des importations de pétrole, on estime qu'elles représenteront 61% de la demande

énergétique globale de la Chine en 2010, et plus de 77% en 2020 (Tao, 2004 : 43). Plus encore, selon une étude de l'Agence Internationale de l'Énergie, la dépendance de la Chine sur les importations de pétrole devrait atteindre 82% d'ici 2020 et la dépendance sur les importations de gaz naturel devrait atteindre 50% pour cette même année (Cheng, 2008 : 301).

Perspectives énergétiques de la Chine

Catégorie	Actuelle (2007)		Projection (2030)	
	Quantité	Pourcentage mondial	Quantité	Pourcentage mondial
Consommation totale d'énergie, Quadrillions de BTUs	68,6	15,6	145,4	20,1
Production pétrole, mbj	3,74	4,8	4,9	4,2
Consommation pétrole, mbj	7,85	9,3	15,7	13,4
Production gaz naturel, mm ³	69,3	2,4	4,3*	2,6
Consommation gaz naturel, mm ³	67,3	2,3	7,0*	4,3

Sources: British Petroleum. *Statistical Review of World Energy June 2008*, Londres, 2007, p. 8-11/24-29. Energy Information Administration, *International Energy Outlook 2007*, Washington D.C.: U.S. Department of Energy, DOE/EIA-0484 (2007), p. 83, 88-89, p. 191.

Légende : BTU= Unité thermique britannique. Mbj=Millions de barils par jour. Mm³=Milliards de mètres cubes. *=Trillions de pieds cubes

Stratégie énergétique

En fonction de l'augmentation de sa dépendance énergétique envers l'extérieur, la Chine a toutes les raisons d'être préoccupée. Depuis bientôt une dizaine d'années, le gouvernement chinois concentre ses efforts pour répondre à ses besoins énergétiques. Malheureusement, le fait que trois différentes stratégies furent mises en œuvre en cinq ans, indique que les efforts furent indicatifs plutôt qu'effectifs, car la situation est loin de s'améliorer. Plus encore, bien que l'enjeu de l'énergie soit central pour le gouvernement chinois, elle n'est qu'une dimension de la stratégie internationale de la Chine: « Beijing's desire to be recognised as a major player in international politics and to gain a seat at the international energy table has to be taken into consideration when these energy strategies are analysed. [China] demands its right to share the world's energy resources » (Yi-chong,

2007: 55). Pour les besoins de la cause, nous nous en tiendrons ici à présenter que la plus récente des trois stratégies adoptées par le gouvernement chinois, celle de 2005¹⁰.

À l'interne, le *State Energy Leading Group* rattaché au Conseil d'État a présenté une nouvelle stratégie. La stratégie comprend cinq points principaux : (1) la construction de bases de production de charbon; (2) la modernisation des techniques d'extraction minière et l'amélioration du transport des ressources; (3) l'augmentation de projets énergétiques, la construction de réseaux et le développement d'équipements modernes; (4) le développement de sources énergétiques alternatives comme le nucléaire, l'eau, le vent et le soleil; et (5) la conservation énergétique ainsi que le contrôle de la consommation nationale, notamment auprès des industries lourdes (Yi-chong, 2007: 56). À l'externe, l'Institut de recherche énergétique de la Commission nationale pour le développement et la réforme (CNDR), de concert avec le Centre de recherche pour le développement du Conseil d'État ont unit leurs forces pour présenter une série de recommandations. La plus importante concerne la *sécurisation* des approvisionnements énergétiques externes. Cette recommandation comprend quatre points principaux : (1) la diversification des sources d'approvisionnement en augmentant les importations énergétiques de la Russie, d'Asie Centrale, d'Afrique et d'Amérique Latine; (2) la construction de réserves de pétrole afin de ne pas trop souffrir en cas d'interruptions imprévisibles; (3) la coopération énergétique bilatérale et régionale; et (4) la participation au Traité sur la Charte de l'énergie (Yi-chong, 2007: 56)¹¹.

La stratégie chinoise est fortement axée sur la *sécurité énergétique* en ce que les priorités sont centrées sur l'efficacité et la conservation énergétiques, la maximisation de l'approvisionnement national et sur la diversification des sources d'importation et la sécurisation de l'accès aux ressources énergétiques externes. En ce sens, la sécurité énergétique de la Chine est un enjeu de *sécurité macro-économique* en ce qu'il est question, entre autres, de sécurité d'approvisionnement de ressources énergétiques : « President Hu Jintao and Premier Wen Jiabao decided that securing reliable supplies of petroleum and other scarce resources was not only crucial to sustained economic development, but also integral to China's national security. » (Kreft, 2006 : 65). Nous pouvons également faire un lien avec notre deuxième forme de sécurité économique — *alliances économiques* — en ce que le maintien et le développement de partenariats énergétiques fait partie intégrante de la politique économique étrangère chinoise. Parmi ceux-ci figure le projet de développer, d'ici 2010, une zone de libre-échange dans le cadre d'une stratégie de sécurité commune entre la Chine et les pays de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) (Zhao, 2004 : 261). Une autre tendance est celle des liens organisationnels qui commencent à s'établir entre la Chine et l'Iran (le plus important fournisseur de pétrole de la Chine au Moyen Orient)¹². Que dire aussi de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OSC) dont certains de ses membres, la Russie, le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan sont des pays dotés d'importantes réserves énergétiques? À cet égard, Suisheng Zhao de l'Université Denver, qualifie l'approche de la Chine « d'étato-centrée », car selon lui, elle se fonde

principalement sur une *diplomatie du pipeline* avec des producteurs et exportateurs d'hydrocarbures : « China has adopted a state-centered approach towards energy security to deepen political and commercial relationships with all energy producing nations and to aggressively invest in oil fields and pipelines around the world. » (Zhao, 2008 : 207).

Pour Zhao, un aspect important de cette approche est le soutien qu'offre l'État Chinois à ses firmes multinationales pour s'accaparer des contrats de forage, prendre le contrôle de compagnies à l'étranger et ainsi contrôler les flux énergétiques vers son territoire : « China has responded to the challenges by a state-led effort to reduce China's vulnerability to energy shortages, relying mostly upon bureaucratic agencies and state-owned corporations [...] To enhance Chinese company's competitiveness and reduce political risk, Chinese leaders have visited many oil producing countries helping Chinese corporations to secure acquisition deals. » (Zhao, 2008 : 208-09). Ainsi, l'analyse de Zhao rejoint-il le plus important postulat de la STT, c'est-à-dire, que les firmes et les États interagissent stratégiquement dans des marchés globaux imparfaits pour stimuler la croissance économique nationale et assurer la protection ou l'augmentation de leur poids au sein de l'économie mondiale. En l'occurrence, dans le marché mondial de l'énergie, l'objectif est la protection des approvisionnements en pétrole et l'augmentation des parts dans des pétrolières étrangères : « The decisions have been made based on the consideration of the presence of competition from international oil companies and an assesment of political risk [...] » (Zhao, 2008 : 210). En effet, les trois plus importantes pétrolières chinoises — *China National Petroleum Corporation* (CNPC); *China Petroleum and Chemical Corporation* (SINOPEC); *China National Offshore Oil Corporation* (CNOOC) — ont toutes été encouragées par l'État à internationaliser leurs opérations (Zhao, 2008 : 210). D'ailleurs, la CNPC s'est transformée en véritable firme multinationale en créant deux filiales, *PetroChina* (CNPCI) et *China National Oil and Gas Exploration Development Corporation* (CNODC). Depuis 2003, la CNPC a signé plus de 20 contrats, soit pour explorer des gisements ou pour acheter des compagnies de production, dans plus de 12 pays (Zhao, 2008 : 210). En 2005, les investissements de la CNPC, de SINOPEC et de la CNOOC ont atteint les \$7 milliards, incluant 60 projets internationaux dans plus de 30 pays (Cheng, 2008 : 313). À travers ces investissements, les trois firmes nationales chinoises auraient obtenu le contrôle sur des réserves estimées à 600 millions de tonnes de pétrole. De plus, leurs actifs sécurisés sont passés de 3 millions de tonnes de pétrole en 1999 à plus de 15 millions en 2005 (Cheng, 2008 : 313). Ces investissements massifs de la Chine dans des projets énergétiques à l'étranger peuvent également être reliés à un autre postulat de la STT, voulant que les États aient un intérêt à mettre en œuvre des stratégies dans le but d'augmenter la force techno-scientifique de leurs économies. Ici, la Chine cherche à mettre en valeur son pouvoir d'attractivité afin d'avoir accès à plus d'investissements directs étrangers (IDE) pour stimuler et moderniser sa sphère économique et donc, augmenter son degré de compétitivité mondiale : « China's investment in overseas energy resources

projects is in line with its general strategy of stepping up foreign investment to acquire resources, technology and markets to enhance the competitiveness of its major enterprises. » (Cheng, 2008 : 314).

LA RUSSIE EN TANT QUE PÉTRO-UISSANCE

La place de l'énergie dans la remontée de l'économie post-soviétique

Neuf ans après le krach de 1998, où l'on annonça l'instauration d'un moratoire sur les dettes que les banques russes avaient envers de grandes banques occidentales, le gel du remboursement de la dette nationale et l'expansion de la liberté de fluctuation de la devise russe — ce qui mena entre autres, au pullulement des faillites des banques et à une dépréciation de plus de 70% du rouble — l'économie russe semble se relever (Sébille-Lopez, 2006 : 241-42). La bonne santé s'explique par le rehaussement de la compétitivité des produits russes suite à la chute drastique du rouble et bien évidemment, par la flambée des cours de pétrole qui ont permis d'injecter des sommes considérables dans l'économie du pays (Sébille-Lopez, 2006 : 241-42). Ainsi, 17 ans après avoir connu pour une seconde fois l'humiliation par la perte de son empire¹³ et après avoir été affaiblie économiquement, financièrement, socialement et moralement suite aux procédures de privatisation de la Thérapie de Choc, la Russie s'est relevée comme elle l'a toujours fait dans son histoire. En effet, si l'on considère qu'en cette fin 2008, le PIB russe a atteint les \$1.779 milliards et qu'au cours des six dernières années, le pays a enregistré une croissance économique moyenne de 7% — 8% durant la première moitié de 2008 — force nous est de constater que la Russie a repris des forces suite à la tragédie des années 1990 (FMI, 2008: 264; World Bank, 2008 : 1-2).

Mais la remontée économique de la Russie s'est aussi accompagnée d'une nouvelle tangente de la politique étrangère du pays, notamment en ce qui concerne les questions énergétiques. Si l'on considère que le gouvernement ne contrôlait que 4% du secteur énergétique au moment où Vladimir Poutine entra au Kremlin et que huit clans oligarchiques contrôlaient plus de 85% des 64 meilleures compagnies privées de Russie, la combinaison des chiffres d'affaires des 12 plus grandes entreprises privées équivalait aux revenus totaux de l'État (Baker & Glasser, 2005: 277). Aujourd'hui, l'État russe est le plus important actionnaire (50%+1) de la société Gazprom — le plus grand exploitateur et exportateur de gaz naturel au monde (Gazprom, 2007 :15). Gazprom est responsable de 84.27% de la production gazière de Russie, 17.37% de la production mondiale et détient 16.30% des réserves gazières mondiales (Gazprom, 2007 :10-11). Cette société détient également un monopole sur les gazoducs en direction de l'Union Européenne et en provenance de l'Asie Centrale. L'État russe est aussi propriétaire de Rosneft, la seconde pétrolière en capacité de production de Russie. Rosneft assure une participation minimum de l'État de 24% dans ses différentes filiales (Sébille-Lopez, 2006 : 253). De plus, en 2005,

Rosneft a racheté le principal actif de Youkos, Youganskeneftgaz, qui à elle seule dispose de 17% des réserves russes de pétrole (Sébille-Lopez, 2006 : 253). N'oublions pas Transneft, une compagnie détenue à 51% par ses propres filiales et à 49% par Rosneft, donc par l'État (Sébille-Lopez, 2006 : 257). Cette firme opère tous les oléoducs (sauf le *Caspian Pipeline Consortium*) de Russie.

À l'heure actuelle, la Russie est un acteur incontournable sur le marché des hydrocarbures. Elle est le deuxième producteur mondial de pétrole après l'Arabie Saoudite — 9.9 mbj en 2007 — et le premier de gaz naturel — 607.4 mm³ en 2007 (British Petroleum, 2008 : 8/24). On estime que d'ici 2025, la production de la Russie pourrait atteindre 11.2 mbj (Klare, 2008 : 89). Avec un marché mondial de l'énergie de plus en plus serré, l'importance de la Russie ne peut qu'augmenter proportionnellement. Avec les huitièmes réserves mondiales, la Russie est le plus grand exportateur (en dehors de l'OPEP) de pétrole. Quant au gaz naturel, la Russie détient les premières réserves mondiales — 47.8 trillions m³ — et est également le plus grand exportateur mondial avec 207.3 mm³ en 2005 (Chun, 2008 : 1). Jusqu'à maintenant, l'énergie a permis à la Russie de récolter des rentes d'en moyenne \$150 milliards *per annum*, d'amasser \$560 milliards de réserves en devises étrangères et d'accumuler de fonds de stabilisation de \$143 milliards (Rutland, 2008 : 2-3).

Mais comment expliquer une telle tournure ? Selon toute vraisemblance, il s'agit d'une volonté du Kremlin de reprendre la mainmise sur son secteur énergétique face à une menace éminente à son pouvoir; d'un côté au niveau du marché énergétique russe et d'un autre, au niveau des nouveaux impératifs de la géopolitique du pétrole. La reprise en main du secteur énergétique est une composante centrale de la grande stratégie russe de réémergence en tant que pilier d'un nouvel ordre mondial. Au niveau interne, par un contrôle plus étroit des flux financiers et par la reprise en main de plusieurs entreprises dans le secteur primaire, l'État a maintenant plus de possibilités et de potentiel pour édifier une rampe de lancement pouvant porter les prémices d'une économie de troisième vague (finance et haute technologie). À cela s'ajoute le fait que la Russie a bien compris que le contrôle de ses ressources naturelles pouvait être son plus grand atout d'influence politique mondiale dans un marché en manque d'approvisionnements.

Stratégie énergétique

La stratégie énergétique officielle de la Russie est élaborée dans le document, *Энергетическая стратегия России на период до 2020 года* (La Stratégie énergétique de Russie jusqu'en 2020) qui fut publiée en 2003. Dans ce document, on y avance l'idée que les ressources naturelles de la Russie sont essentielles à sa sécurité énergétique et à sa santé économique. Cette stratégie comprend quatre points principaux : (1) la sécurisation des approvisionnements nationaux à des prix stables; (2) l'économie de l'énergie et le

développement de technologies de conservation; (3) la stabilité financière et la maximisation des investissements à l'étranger; et (4) la protection environnementale (Brookings Institution, 2006 : 21). Le document suggère également, une diminution du rôle de l'État en tant qu'acteur commercial dans le secteur énergétique, mais tout en renforçant son rôle dans l'édification d'infrastructures et dans la régulation du marché (Brookings Institution, 2006 : 21). Un autre aspect important de la stratégie est la présence d'objectifs spécifiques comme : (i) la production de 10 mbj et l'exportation de 6 mbj d'ici 2020; (ii) la production de 680-730 mm³ d'ici 2020 et l'exportation de 240-280 mm³; (iii) la construction de *pipelines* vers les mers Baltique, Noire et Méditerranéenne; (iv) le développement d'un réseau énergétique en Sibérie de l'Est et en Extrême-Orient vers le pacifique et la Chine; et (v) le développement d'infrastructures pour liquéfier le gaz (Brookings Institution, 2006 : 22). Enfin, nous retrouvons également les termes suivants : *réserves stratégiques*, *sécurité de la demande et de l'approvisionnement* ainsi que, *diversification de la production et des exportations* (Brookings Institution, 2006 : 22).

En somme, pour que la Russie puisse recouvrer une stature de grande puissance dans un contexte inédit pour elle, c'est-à-dire en l'absence d'empire et dans des conditions de compétition économique exacerbées au niveau mondial, elle cherche à traduire ses avantages politiques (influence politico-militaire) en gains économiques et de convertir ses capacités économiques (pétrole et gaz naturel) en leviers politiques. Mieux, il s'agit pour elle, d'intégrer la nouvelle politique énergétique « en devenir au plan intérieur, dans le cadre plus vaste de sa stratégie globale extérieure, dont elle est l'une des composantes essentielles. » (Sébille-Lopez, 2006: 289).

La stratégie énergétique de la Russie constitue un bon exemple des connexions possibles entre des considérations de sécurité et de politique économique étrangère. Si l'angle interne de la stratégie est important, il faut également l'appréhender d'un angle externe. Dans la Stratégie énergétique de Russie jusqu'en 2020, il est mentionné qu'un des principaux objectifs de la Russie est d'utiliser ses ressources naturelles comme un instrument pour orchestrer une forme de réintégration politico-économique dans l'ancien espace soviétique. Suivant les analyses d'Adam Stulberg de la *Georgia Institute of Technology*, il est possible de faire un lien entre cette stratégie et la STT. En effet, selon Stulberg, pour harmoniser la production et l'acheminement des ressources vers la Russie et ensuite, vers les marchés extérieurs, il faut que l'État russe et ses firmes interagissent stratégiquement: « [The] *Energy Strategy* summoned state and private entities to exert pressure on regional states to ease Russia's acces to international markets and facilitate the realization of the export potential of Russian energy. » (Stulberg, 2007 : 98). En d'autres termes, il s'agit de mettre en œuvre une stratégie d'ordre économique dans le but d'assurer la protection ou l'augmentation du poids de la Russie au sein de l'économie mondiale en utilisant le marché de l'énergie et ses firmes comme des instruments pour gagner de l'influence et intervenir tacitement sur des enjeux de sécurité énergétique. Par ailleurs, le

Kremlin semble avoir reconnu l'importance de la concurrence imparfaite dans le marché mondial de l'énergie en ce que la stratégie est une tentative de dynamiser l'économie russe et d'augmenter son degré de compétitivité au niveau mondial : [...] the focal point of strategic energy policy was to steer market mechanisms to uphold the country's role as a *primes inter pares* in the Eurasian gas equation, and to exploit this dominance as a springboard for "achieving competitive advantages in the global markets".» (Stulberg, 2007: 98). Aussi, s'agit-il de faire pénétrer le capital russe dans les secteurs énergétiques des pays de la Communauté des États Indépendants (CEI) dans le but de faire avancer les intérêts économiques de la Russie et de favoriser sa sécurité *économico-énergétique*.

Pour mieux comprendre, nous n'avons qu'à illustrer quelques « coups politiques » orchestrés par le Kremlin. En 2003, Mikhaïl Khodorkovsky le PDG de Yukos, jadis la plus importante pétrolière privée russe, laissa entendre son désir de construire des oléoducs privés (un vers la Chine et un autre vers les États-Unis par Mourmansk situé à l'extrême Nord-Ouest de la Russie) sans obtenir l'aval de la société d'État Transneft qui est responsable des voies d'exportations pétrolières (Sébille-Lopez, 2006: 268). Parallèlement, Khodorkovsky intensifia ses négociations avec les pétrolières américaines ExxonMobil et ChevronTexaco dans le but de vendre des parts (d'une valeur de \$25 milliards) de la nouvelle entreprise qui devait voir le jour sous l'éventuelle fusion entre Yukos et Sibneft — le cinquième groupe pétrolier russe (Sébille-Lopez, 2006: 268). Pour le Kremlin, il était inconcevable de voir un « actif stratégique » comme le pétrole contrôlé par des intérêts étrangers (Sébille-Lopez, 2006: 268). Le Kremlin jugea que la menace pesait trop fort et qu'il fallait à tout prix neutraliser Yukos. Accusé d'escroquerie et d'évasion fiscale, Khodorkovsky fut arrêté en octobre 2003 et 44% du capital de sa compagnie fut mis sous séquestre (Sébille-Lopez, 2006: 269). Six mois plus tard, en avril 2004, l'État annonça le gel des actifs de Yukos. En novembre, le groupe s'est vu ordonné de payer la somme exorbitante de \$13 milliards en arriérés d'impôts, et ce, en plus des \$6.8 milliards déjà réclamés par le fisc russe (Sébille-Lopez, 2006: 269). Ceci ouvrit définitivement la voie au démantèlement de Yukos. Ainsi, avec l'annonce de la participation de la filiale de Gazprom, Gazproneft à l'éventuelle vente aux enchères de la principale filiale de Yukos, Youganskneftegaz, il apparaissait clairement que l'État avait pour objectif la saisie de la plus grande pétrolière de Russie. Effectivement, Youganskneftegaz représentait à elle seule 11.63 milliards de barils de brut plus de 17% des réserves russes (Sébille-Lopez, 2006: 269). Mais c'est finalement une mystérieuse entreprise nommée BaïkalFinanzGroup qui acquit aux enchères Youganskneftegaz pour la somme de \$9.3 milliards de dollars alors que cette dernière était évaluée entre 15 et 17 milliards (Sébille-Lopez, 2006: 270). En utilisant cette compagnie à numéro, l'État put mettre la main sur Youganskneftegaz, car après la vente, BaïkalFinanzGroup fut rachetée par la pétrolière étatique russe Rosneft. Ainsi, puisque Rosneft est contrôlé par Gazproneft, Youganskneftegaz s'est donc retrouvée sous contrôle étatique puisque Gazproneft est contrôlée par Gazprom. (Baker & Glasser, 2005: 352). Un

autre exemple fut l'expropriation, en 2006, de la grande pétrolière américaine ExxonMobil de ses droits de forage dans la région de Sakhaline (au total les réserves de cette région sont estimées à plus de 12 milliards de barils de pétrole et 1000 mm³ de gaz naturel). L'objectif était d'augmenter la taxe des droits d'exploitation à plus de \$1 milliard et de forcer les compagnies étrangères et locales à montrer allégeance d'abord à l'État et ensuite à leurs actionnaires (Sébille-Lopez, 2006: 252). C'est le cas notamment de Lukoil (le premier groupe pétrolier de Russie) lorsque son vice-président Leonid Fedun déclara suite à un transfert de 200 millions de dollars dans les coffres du Kremlin : « We think that the fact that the state is domineering now is good. Oil is a strategic thing and of course the state should participate since oil is the basis for the economy. » (Baker & Glasser, 2005: 352).

Enfin, il importe de souligner que l'objectif du Kremlin n'est pas nécessairement le contrôle de la propriété de toutes les entreprises stratégiques, mais plutôt d'exercer une influence directe et rigide sur ces dernières — *discrete regulatory state capacity* (Stulberg, 2007 : 6). Encore à titre d'exemple, en laissant Lukoil remplir le rôle de la première entreprise pétrolière russe sous forme de société par actions, le Kremlin s'octroie la possibilité de promouvoir les contrats de cette dernière à l'étranger, comme en Iran ou en Irak. Par ailleurs, puisque l'entreprise est détenue en partie par des multi-nationales anglo-saxonnes et qu'elles coopèrent en *joint-venture*, un transfert de technologie peut se produire de manière formelle et informelle. Il s'agit d'un effet de retombées technologique — *technological spill over* — sur toutes les filiales et les entreprises russes avec lesquelles Lukoil travaille sur son territoire mère (Gilpin, 2001 : 123).

LE LIEN ÉNERGÉTIQUE SINO-RUSSE

Go East! Réalignement du complexe énergétique russe

Pendant que le pétrole de la Caspienne continue de s'écouler vers les marchés occidentaux par les réseaux russes ou américano-européens, nous sommes en passe de voir le complexe énergétique russe se tourner de plus en plus à l'Est vers les marchés est-asiatiques. Mais contrairement à son commerce avec l'Union Européenne, la Russie ne s'est pas encore dotée d'une position solide en Asie. En fait, depuis bientôt 20 ans, la Russie n'a pas assumé de rôle stratégique majeur dans l'équilibre de la puissance dans cette région (Chun, 2008 :17). Mais cela risque de changer, car la Russie bénéficie d'un énorme potentiel de développement énergétique dans les régions de Sibérie de l'Est et d'Extrême-Orient. Leurs réserves sont estimées à plus de 1.541.6 millions de tonnes de pétrole, soit 11.3 milliards de barils et à 545.7 millions de tonnes, soit 4 milliards de barils respectivement (Chun, 2008 : 12). Bien que ces statistiques ne représentent que 7.7% des réserves totales de pétrole de la Russie, il importe de souligner que seuls 10% du territoire de ces régions a été évalué jusqu'à maintenant. On estime que ces régions pourraient contenir plus de 75% des réserves totales énergétiques de la Russie (Chun, 2008 : 13).

Cela dit, jusqu'à maintenant, la puissance énergétique de la Russie dépend largement de sa production en Sibérie de l'Ouest où se situe l'énorme champ pétro-gazier Tyumen. En contrepartie, la production énergétique en Sibérie de l'Est et en Extrême-Orient reste encore minime. Comme l'indiquent les tableaux ci-dessous, la production de pétrole dans ces régions n'était que de 19.919 millions de tonnes en 2006, soit 4.15% de la production totale de la Russie. Sur le plan gazier, la production n'était que 9.696 mm³, soit 1.48% de la production totale de la Russie.

Production de pétrole en Russie par Région (unité: milliers de tonnes)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Russie	323,51 ₇	348,13 ₃	379,56 ₃	421,34 ₁	459,31 ₈	470,17 ₅	480,50 ₇
Partie « Européenne » (Districts Fédéraux)	99,248	104,74 ₇	110,73 ₁	120,02 ₆	127,81 ₃	131,16 ₅	135,09 ₄
Nord-Ouest	13,457	14,487	15,418	18,009	21,584	24,513	26,040
Sud	10,635	11,582	12,324	12,768	13,307	13,469	13,554
Volga	75,156	78,678	82,989	89,249	92,922	93,183	95,500
Sibérie de l'Ouest	213,46 ₉	231,25 ₃	254,16 ₅	283,16 ₉	310,00 ₂	320,23 ₇	325,49 ₃
District de l'Oural (incl. la région de Tyumen)	213,46 ₉	231,25 ₃	254,16 ₅	283,16 ₉	310,00 ₂	320,23 ₇	325,49 ₃

Sibérie de l'Est et Extrême-Orient	10,800	12,133	14,667	18146	21,504	18,773	19,919
District de Sibérie	7,019	7,930	10,997	14,574	17,599	14,346	13,346
District d'Extrême-Orient	3,781	4,203	3,670	3,572	3,905	4,427	6,573

Production de gaz naturel en Russie par région (unité: mm³)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Russie	583,93 ₃	581,44 ₃	595,10 ₆	620,23 ₄	632,62 ₃	640,80 ₁	656,27 ₁
Partie « Européenne » (Districts Fédéraux)	47,018	47,132	46,637	46,231	45,075	45,978	45,693
Nord-Ouest	4,067	4,146	3,906	3,979	3,961	4,116	4,164
Sud	14,393	15,439	16,055	16,666	16,832	17,977	17,942
Volga	28,558	27,547	26,676	25,586	24,282	23,885	23,587
Sibérie de l'Ouest	530,35 ₉	526,39 ₁	539,91 ₆	564,49 ₂	577,77 ₆	585,31 ₁	600,88 ₁
District de l'Oural (incl. la région de Tyumen)	530,35 ₉	526,39 ₁	539,91 ₆	564,49 ₂	577,77 ₆	585,31 ₁	600,88 ₁
Sibérie de l'Est et Extrême-Orient	6,556	7,920	8,555	9,511	9,772	9,512	9,696
District de Sibérie	3,005	4,135	4,877	5,889	6,184	5,987	5,840
District d'Extrême-Orient	3,551	3,785	3,678	3,622	3,588	3,525	3,856

Sources: (Chun, 2008: 12). Federal Service of the State Statistics, *Регионы России: Социально-экономические показатели 2007*, Moscow: Rosstat.

[En ligne] : http://www.gks.ru/bgd/regl/b07_14p/IssWWW.exe/Stg/d02/13-16.htm

Selon la Stratégie énergétique de Russie, les régions de Sibérie de l'Est et d'Extrême-Orient devraient produire entre 71 et 106 millions de tonnes de pétrole d'ici 2020, ce qui constitue une augmentation d'environ 850% par rapport aux niveaux de 2000 (Chun, 2008 :16). La production de gaz naturel devrait produire entre 95 et 106 mm³ en 2020, soit une augmentation d'environ 1300% par rapport aux niveaux de 2000 (Chun, 2008 :16). D'ailleurs, la Russie projette d'augmenter ses exportations de pétrole et de gaz vers les marchés asiatiques de 30% et 15% respectivement d'ici 2020 (Chun, 2008 :17). À cet égard, l'objectif ici est pour la Russie d'attirer beaucoup d'investissements étrangers pour le développement et la construction d'un réseau de transport des ressources dans ces régions.

Plusieurs projets sont envisagés pour atteindre ces objectifs, dont la construction du *East Siberia- Pacific Ocean pipeline* (ESPO) qui reliera directement la Russie à l'Asie du Nord-Est (Weitz, 2008 : 18). Une fois terminé, cet oléoduc, évalué à \$11.5 milliards, sera le plus long du monde, soit 4,200 kilomètres et on estime qu'il pourra acheminer plus de 1.6 mbj (Chun, 2008 : 17). Le ESPO devrait partir de Taishet en Sibérie de l'Est jusqu'à la Baie de Kozmino au sud de Vladivostok sur la côte Pacifique russe. Le projet est divisé en deux branches. La construction de la première — 2,300 kilomètres de Taishet à Skovorodino —

est déjà commencée en 2006 et devrait être complétée fin 2008. On estime que cette branche aura une capacité de transporter 219.9 mb *per annum* (Lyne, Talbott & Watanabe, 2006 : 128-9). La seconde branche s'étirera sur 1,900 kilomètres de Skovorodino jusqu'à la côte Pacifique russe, transportant plus de 586.4 mb *per annum*. Ici, il serait également envisagé de relier Skovorodino à Daqing en Chine (Lyne, Talbott & Watanabe, 2006 : 128-9).

Chine et Russie : entre intérêts mutuels et méfiance

A priori, la Chine et la Russie ont tout ce qu'il faut pour devenir de proches partenaires en matière d'énergie. La Chine, nous l'avons dit, est le deuxième consommateur de pétrole et elle est en quête d'intensification et de diversification de ses importations d'hydrocarbure pour soutenir sa croissance fulgurante. De son côté, la Russie est le deuxième producteur mondial de pétrole après l'Arabie Saoudite et le premier de gaz naturel, faisant de son secteur énergétique un élément capital de son économie. Pour la Chine, étant donné ses besoins immédiats, son manque de réserves d'hydrocarbures et les coûts élevés d'acheminement d'énergie associés à la distance de ses autres sources d'approvisionnement (Afrique et Golfe persique), la Russie constitue un fournisseur idéal en raison de la localisation des gisements pétro-gaziers non exploités en Sibérie de l'Est et en Extrême-Orient (Weitz, 2008 : 18). Pour la Russie, c'est une situation en or, car la Chine est un consommateur d'une importance considérable et constitue une plaque de projection vers les marchés asiatiques de l'énergie. De surcroît, l'intérêt pétro-stratégique ne tardera pas à se renforcer de par la nécessité de stimuler l'offre pétrolière mondiale pour répondre à une vigoureuse hausse de la demande (Sébille-Lopez, 2006: 8). Ainsi, si l'on considère la multiplication des missions diplomatico-économiques entre les deux pays et si l'on en croit les intentions de la Russie d'investir plus de \$100 milliards dans la création d'un système de production et de transport d'énergie dans cette région d'ici 20 ans ainsi que l'objectif de la Chine d'importer jusqu'à 20% de ses importations de la Russie, nous sommes en droit de nous interroger sur la possibilité *d'un virage à l'est* du complexe énergétique russe à mesure que de nouvelles réserves coulent vers les marchés d'Asie orientale plutôt que vers l'Europe (Weitz, 2008: 19; Ferdinand, 2007 : 852).

Dans une visite officielle à Beijing en mars 2006, les deux gouvernements ont conclu quatre accords comprenant des engagements au niveau de la coopération énergétique—pétrole, gaz, nucléaire et électricité (Weitz, 2008 : 19). Durant cette visite, Vladimir Poutine était accompagné de plusieurs dirigeants de compagnies énergétiques. Ainsi, en décembre 2007, le vice-président de Gazprom, Alexander Ananikov, annonça que les ventes de gaz aux pays d'Asie orientale — particulièrement la Chine et le Japon — en provenance de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient, atteindront les 50 mm³ d'ici 2008 (Weitz, 2008 : 18). Puis, en mars 2007, la Chine et la Russie ont signé d'autres accords évalués à 4.3 milliards

(Weitz, 2008 : 19). Ces rapprochements s'inscrivent dans une volonté commune d'augmenter le volume commercial bilatéral jusqu'à \$80 milliards d'ici 2010 et jusqu'à \$100 milliards d'ici 2020 (Ferdinand, 2007 : 851). Cela dit, en dépit d'intérêts mutuels, les relations entre les deux pays se caractérisent par une ambivalence et de la méfiance. Sur le plan énergétique, des divergences politiques et économiques continuent de les diviser.

En effet, les relations sino-russes semblent vouées à un avenir incertain en raison de l'attitude russe à l'égard de la Chine (Kuchins, 2007 : 321). Par exemple, le fait que Moscou cherche à regrouper l'OSC et l'Organisation du Traité de Sécurité Collective de (OTSC) — organisation sous *leadership* Russe dans laquelle la Chine est exclue — montre bien l'ambivalence avec laquelle la Russie perçoit la Chine. Cette stratégie vise à renforcer le poids de Moscou dans le processus décisionnel en matière de sécurité en Asie Centrale en faisant de l'OTSC la principale organisation multilatérale de la région (Kuchins, 2007 : 325). Moscou semble être préoccupée par la montée en puissance d'autres puissances dans ce qu'elle considère encore comme sa zone d'influence. Elle voit l'élargissement de la présence chinoise tant dans le domaine de la sécurité que dans le domaine économique comme un enjeu d'une grande importance sur lequel la politique étrangère de la Russie doit agir (Torbakov, 2008 : 6). Un autre facteur réside dans la peur qu'à la Russie de voir sa partie « asiatique » se désindustrialiser, se dépeupler et se dégrader. Riches en énergie, ces régions sont d'une importance stratégique considérable en ce qu'elles ouvrent la porte à la Chine, le Japon, la Corée du Nord et même les États-Unis (Déroit de Béring). Sur ce point, Moscou perçoit l'arrivée de milliers de Chinois en provenance des populeuses provinces adjacentes — Heilongjiang, Jilin et Liaoning — comme une menace à son intégrité territoriale : « In its most elemental and primitive form, this fear is embodied in the bogey of a 'yellow horde' rushing in to fill the 'empty spaces' of the Russian Far East.» (Lo, 2006 : 20). Ainsi, la suspicion et l'anxiété russes face à une Chine en pleine expansion sont à la base du faible niveau d'exportation d'énergie vers la Chine. En 2006, les importations chinoises de pétrole russe ne représentaient que 11.5% de ses importations totales, soit moins que ses autres fournisseurs basés beaucoup plus loin, comme l'Angola et l'Arabie-Saoudite (Weitz, 2008 : 20). Il existe d'autres facteurs importants qui contribuent à la stagnation des relations, comme le retard constant qu'accuse la Russie dans ses livraisons d'hydrocarbures vers la Chine, les tergiversations de Moscou face à la construction de l'ESPO ou encore la stratégie de « diviser pour mieux régner » que tente de jouer la Russie entre la Chine, le Japon et l'Union Européenne (Chun, 2008 : 19). Ces facteurs contribuent à la mauvaise perception de la Chine face à la Russie en tant que partenaire énergétique fiable.

À titre d'exemple, au sujet de l'acheminement de l'énergie, autant la Chine que la Russie sont d'avis que les ressources devraient être transportées par des *pipelines* plutôt que par des chemins de fer comme c'est le cas pour 80% du pétrole russe en ce moment (Weitz, 2008 : 20). En revanche, les deux États sont aux prises avec des négociations souvent

litigieuses entourant les tarifs des ressources ainsi que le tracé et le financement des *pipelines*. Par ailleurs, la Chine est consciente que la Russie cherche à utiliser ses ressources énergétiques comme levier politique et ainsi, affecter la tournure des négociations avec d'autres clients importants comme l'Europe et le Japon en menaçant de *dévier* ses approvisionnements énergétiques vers la Chine et vice et versa. Ici, les paroles du Président de la société d'État Rosneft sont éloquentes : « Our partners must understand that Russia has a surplus rather than a deficit of pipeline capacity, and we can also supply oil to Europe. » (Weitz, 2008: 21). Un autre sujet litigieux concerne les risques financiers liés au développement des champs pétro-gaziers de Sibérie de l'Est et d'Extrême-Orient. Les caractéristiques géologiques de ces territoires rendent difficile l'exploitation. Sachant que la Russie a besoin d'un large éventail d'investissements étrangers pour renouveler ses infrastructures vétustes, Beijing désire que Moscou participe financièrement à la construction des voies d'acheminement des ressources vers la Chine, afin de la forcer à « prouver » son engagement à long-terme. Mais la Russie ne semble pas prête à construire un tel réseau par crainte de voir décliner sa capacité d'attirer des investissements européens si elle se retrouve subitement dans une situation de dépendance envers la demande chinoise : « Although Russians have been discussing constructing an oil pipeline to China for over a decade, they continue to entice Japan, Europe, and even the United-States with offers of future energy deliveries — encouraging them to offer financial and technical assistance. » (Weitz, 2008 : 22). Cette stratégie vise également à faire plier ces États sur d'autres enjeux comme la dispute territoriale russo-japonaise autour des îles Kouriles.

Enfin, lorsque que Youkos fut « saisie » par le Kremlin, la Chine le prit comme un affront, car la CNPC avait conclu un accord avec Youkos en 1991 pour construire un *pipeline* de 2,240 kilomètres de Angarsk vers Daqing destiné à fournir 20 à 30 millions de tonnes de pétrole *per annum* pendant 25 ans à la Chine (Lyne, Talbott & Watanabe, 2006 : 128). En ce qui concerne l'ESPO, la Chine a de nouveau été déçue par la décision de la Russie d'opter pour la route du Nord (c.-à-d. vers le Pacifique) avant celle du Sud (c.-à-d. vers la Chine). Ici, le Kremlin a jugé que la route vers le Japon offrait un plus grand gage de profits que celle vers la Chine. Le Japon aurait offert à la Russie un plan de financement de \$15 milliards pour le développement des ressources et la construction du *pipeline* (Chun, 2008 : 180-81). Bien que la Russie prétend pouvoir satisfaire les demandes énergétiques du Japon en même temps que celles de la Chine, les chances de voir la promesse russe se concrétiser sont minces: « It is possible that the Chinese have lost to Japan since Russia has offered no concrete timetable to build the branch line to China, while the construction of the second led of the ESPO is scheduled to start sometime between 2015 and 2017. » (Chun, 2008: 181). L'intervention du gouvernement russe en juin 2007 dans le projet de Kovykta — mené par RUSIA Petroleum, CNPC et KOGAS (Corée du Sud) — constitue un autre cas de déception pour la Chine, et par conséquent, pour les relations sino-russes. Le gouvernement russe a menacé de retirer la licence de RUSIA Petroleum — le chef opérateur du projet et

filiale de TNK-BP (*joint-venture* russo-britannique) — lui reprochant de ne pas avoir rempli ses quotas de production selon le contrat fixé (Klare, 2008 : 101). Ainsi, afin de ne pas risquer de perdre ses parts (62.7%) dans le projet, TNK-BP fut forcé de les vendre à Gazprom (Klare, 2008 : 101). Selon toute vraisemblance, ce projet d'une valeur de \$20 milliards, fut détourné par le Kremlin comme ce fut le cas pour le projet de Sakhaline et Youkos. Des rumeurs circulaient à l'effet que TNK-BP avait l'intention de pomper le gaz de Kovykta vers la Chine. Dès lors, une fois que Gazprom pris le contrôle de RUSIA Petroleum, le projet fut mit en suspend, notamment en raison d'un conflit entre la Chine et la Russie sur les tarifs du gaz (Chun, 2008 :19). Que dire également du blocage en 2001 par le Kremlin de la société chinoise CNPC d'acquérir Slavneft, une importante firme russe, et ce, même si l'offre de la Chine était deux fois plus élevée que l'acheteur national russe, Gazprom? En 2006, les hautes instances russes ont accepté que SINOPEC achète d'importantes parts dans Udmurtneft, une autre importante pétrolière russe, mais sous la condition que le gouvernement se garde un contrôle de 51% (Weitz, 2008 :23). Décidément, tant que le gouvernement russe gardera son emprise sur le secteur énergétique, la Chine devra accepter le fait que s'approvisionner en Russie comporte le risque de s'exposer à des réductions ou même à des coupures de livraisons, comme se fut le cas pour l'Ukraine et la Géorgie.

En définitive, l'échec de ces projets et les suspicions russes à l'égard de la puissance chinoise ont mené à une baisse de confiance de la part de la Chine envers la Russie. En réponse à l'arrogance de la Russie et à ses politiques néo-protectionnistes, la Chine s'est tournée vers l'Asie Centrale pour diversifier ses importations. À titre d'exemple, il y a le projet *China Gas Pipeline* qui vise à relier le gaz turkmène vers la Chine (Stulberg, 2007 : 230). Que dire aussi de la mise en service, en 2006, du fameux *pipeline* Atasu-Alashankou qui relie le Kazakhstan jusqu'à la Chine? Ce projet, financé à \$6 milliards par la *China International Trust and Investment Company* (CITIC) et la CNPC, est d'une importance stratégique cruciale, car on estime que d'ici 2010, ce *pipeline* pourra acheminer plus de 20 millions de tonnes de pétrole *per annum* (Sébille-Lopez, 2006 :207). Aujourd'hui, les récents développements montrent que la situation semble favoriser la Russie, notamment en ce qui concerne *le jeu des pipelines*. Mais l'influence de la Chine se fait de plus en plus sentir en ce qu'elle compétitionne assidûment pour les ressources de la région. En effet, la pénétration agressive de la Chine dans la sphère de l'énergie et du commerce en Asie Centrale pose de sérieux défis à la Russie. *Primo*, le Turkménistan et le Kazakhstan affichent une plus grande volonté de contrecarrer l'emprise du « grand frère » russe sur leurs ressources. *Secundo*, l'émergence d'une alternative non-russe au niveau des voies d'exportation, encourage certains pays à faire front commun et à exiger que la Russie paie un prix ajusté au marché mondial pour leurs ressources¹⁴ (Torbakov, 2008 : 4).

Le premier lien que nous pouvons faire avec notre cadre d'analyse est l'imbrication entre l'État et ses principales firmes nationales. Avec les exemples donnés ci-haut, (p.16-17,

p.23-24), et en lien avec l'idée principale de la STT, il apparaît clairement que le Kremlin soutient ses pétrolières nationales pour générer des externalités positives (e.g: transfert de technologie) et pour transmuter les profits des firmes étrangères aux firmes nationales (e.g: blocage et expropriation). Selon de récentes estimations, la part de pétrole russe produit par des firmes sous contrôle gouvernemental est passée de moins d'un cinquième en 2000 à plus de la moitié en 2007, et ce, sans compter la production de firmes privées largement inféodées au Kremlin (Goldman, 2007 : 316). Un lien peut également se faire avec le postulat de la STT voulant que les États s'efforcent d'empêcher la diffusion de leurs plus importants avancements technologiques. À titre d'exemple, la Chine désire plus que jamais se procurer des réacteurs nucléaires pour soutenir sa croissance. Récemment, elle a décidé d'approcher la France (champion mondial de l'énergie nucléaire) plutôt que la Russie, car cette dernière refuse de vendre trop de technologie à la Chine : « Russians worry that Chinese scientists and technicians will learn from any transferred technology how to further improve the quality of their indigenous production. » (Weitz, 208 : 23).

Un dernier lien peut se faire avec le concept de CRS. Nous avons vu que pour Buzan et Waeber, un important facteur pouvant définir un CRS est l'économie. Aussi, nous avons vu que pour Dent, un des principaux aspects de la sécurité économique est la sauvegarde de l'intégrité structurelle de l'économie nationale ainsi que la protection des intérêts et des capacités génératrices d'un État dans un contexte de risques et de menaces émanant de la structure du système économique mondial. Ainsi, dans un contexte de relations énergétiques étroites qui s'objectivent dans un environnement géographique limité entre deux ou plusieurs pays, la *sécurité énergétique* pourrait mener à la création d'un CRS. En effet, des considérations de sécurité se forment lorsque la dépendance énergétique en vient à être perçue comme une menace et donc, sujette à des démarches sécuritaires des États impliqués dans la région (Palonkorpi, 2007 : 3). Ceci vaut aussi pour les producteurs et exportateurs d'hydrocarbures de la région en ce qu'ils peuvent également voir dans la « dépendance de marché » un enjeu de sécurité qui nécessite des démarches sécuritaires concrètes (Palonkorpi, 2007 : 5). Un autre aspect important à prendre en considération lorsque l'énergie forme le pivot du CRS, est l'état des relations des États impliqués. À cet égard, nous avons vu qu'il existait deux composantes définissant un CRS : (a) la distribution de la puissance des États dans la région; et (b) des relations harmonieuses (*amity*) ou hostiles (*enmity*). Ces dynamiques peuvent effectivement venir influencer la perception d'un État face à sa dépendance énergétique (tant pour l'approvisionnement que pour l'écoulement des ressources) et expliquer pourquoi certaines dépendances sont politisées (sécurisées) et d'autres non (Palonkorpi, 2007 : 5). Ainsi se fait le lien avec l'idée que l'existence d'un CRS consolide l'interdépendance d'intérêts convergents et divergents des acteurs qui le composent, car la dépendance énergétique peut être, soit positive (mutuellement bénéfique) ou négative (mutuellement menaçante).

Pour ce qui est des relations énergétiques sino-russes, les deux pays se trouvent dans une forme de *complexe régional de sécurité énergétique* où la présence de vieux antagonismes historiques et la géopolitique régionale constituent d'importants facteurs qui influencent la façon dont ils se perçoivent mutuellement et les relations dans leur ensemble. D'un côté, nous savons que la Russie désire diversifier ses marchés et ses voies d'acheminement des ressources. De l'autre, nous savons que la Chine, ayant des besoins énergétiques exponentiels, est désireuse de diversifier ses importations pour diminuer sa dépendance sur le Moyen-Orient, ce qui la positionne comme un formidable acheteur potentiel pour la Russie. Mais le Kremlin craint une *sur-dépendance* envers la Chine si elle devient son principal marché, d'où son désir d'agrandir son emprise sur d'autres marchés asiatiques comme le Japon et la Corée du Sud tout en rassurant l'Europe qu'elle demeurera son principal partenaire énergétique. De son côté, la Chine craint d'être *sur-exposée* aux risques de réductions et d'interruptions de ses livraisons en provenance de la Russie, d'où sa quête de diversification des sources d'approvisionnements comme en témoignent ses contrats en Asie Centrale, en Afrique et en Amérique Latine. Ainsi, les deux pays se trouvent-ils dans une situation paradoxale en ce qu'ils dépendent l'un de l'autre : la Chine pour l'approvisionnement et la Russie, pour l'écoulement et le développement de ses ressources. Cette situation peut donc être reliée au fait que dans un CRS, la sécurité d'un État ne peut s'obtenir séparément de celle des autres. En effet, les impératifs énergétiques de la Russie et de la Chine sont interreliés de façon à ce que la sécurité énergétique de l'un ne puisse s'envisager sans considérer la sécurité énergétique de l'autre au risque de rompre le lien. Le spécialiste Bobo Lo du *Centre for European Reform* à Londres illustre bien cette idée: « As things stand, however, China's dominant position among Russia's Asian energy customers means that the buyer in this instance is at least as influential as the seller, notwithstanding Russia's reputation as an energy superpower. » (Lo, 2006 : 16). D'où le dilemme stratégique auquel fait face la Russie en ce moment. D'un côté, la Russie a besoin des marchés européens, car elle ne peut se fier totalement sur la Chine par crainte de se retrouver dépendante de la demande chinoise. Mais d'un autre côté, le marché chinois est crucial pour la Russie, car il assure d'impressionnantes rentes économiques et une alternative à la dépendance envers une Europe en quête de diversification de ses sources énergétiques, notamment par l'intermédiaire de nouvelles technologies. (Lo, 2006: 16).

CONCLUSION

Nous avons tenté d'expliquer dans cette recherche comment la sécurité énergétique faisait partie intégrante des politiques étrangères de la Russie et de la Chine et comment ce facteur influençait leurs relations. Dans le premier volet, nous avons vu qu'en raison de ressources naturelles limitées et une demande énergétique en croissance exponentielle la sécurité énergétique constituait un enjeu de premier plan pour la Chine. Nous avons également montré comment elle tentait de répondre à ce défi en optant pour une stratégie multi-vectorielle qui favorise la sécurisation de l'accès aux ressources externes afin de réduire sa dépendance et d'éviter d'être victime de ruptures d'approvisionnements. Sur ce point, nous avons vu qu'un élément central était le soutien qu'offrait l'État chinois aux firmes nationales. Dans le second volet, nous avons vu comment la flambée des cours de pétrole et de gaz en conjonction avec la hausse fulgurante de la demande mondiale ont permis à la Russie à se refaire une santé économique. Nous avons également vu que la Russie cherchait à mettre en valeur ses ressources énergétiques pour regagner sa place parmi les grands acteurs sur la scène internationale. Pour ce faire, nous avons montré qu'elle mise sur une stratégie basée sur des leviers économiques, mais aussi géopolitiques en ce qu'elle utilise son monopole des voies d'acheminement des ressources et ses firmes nationales comme des instruments pour contrôler la production et les flux énergétiques de l'Eurasie et plus particulièrement à l'intérieur de la CEI. Dans le troisième volet, nous avons vu que la Chine et la Russie disposaient de plusieurs atouts pouvant faire d'eux de proches partenaires énergétiques. Mais, nous avons également vu qu'en dépit d'intérêts mutuels, les relations entre les deux pays se caractérisaient par des divergences politiques et économiques et par une forte ambivalence, notamment du côté russe. Un autre point important fut de montrer que sur le plan de la sécurité énergétique, la Chine et la Russie se trouvaient dans une situation d'interdépendance, car la maximisation de la sécurité énergétique de la Russie (e.g., contrôle de la production et des flux) risque d'affecter celle de la Chine (e.g., la sécurisation de sources d'approvisionnement externes), et vice et versa. Cette situation rend ainsi, l'atteinte d'une pleine sécurité très complexe.

Sur le plan théorique, cette recherche a tenté de montrer : (1) l'importance des impératifs économiques liés à l'énergie dans la formulation des politiques étrangères des États, en l'occurrence celles de la Chine et la Russie; et (2) de mieux comprendre comment les États poursuivent des buts de sécurité nationale en utilisant les rouages du marché mondial, leurs institutions de régulation et leurs firmes comme des instruments pour contrôler des segments stratégiques comme l'énergie.

En ce qui concerne notre question de recherche, à savoir si les enjeux liés à la sécurité énergétique de la Chine et de la Russie permettaient d'envisager la construction

d'un *bloc* de coopération sino-russe en Asie, nous ne disposons pas encore de données suffisantes pour y répondre complètement. En revanche, sans préjuger de ce qui adviendra dans le futur, nous pouvons tout de même émettre quelques hypothèses et nous situer dans les champs du possible à partir des tendances ancrées dans le présent.

Selon les plus récentes prospectives des experts qui étudient la question, l'état actuel des relations sino-russes ne permet pas de conclure qu'un tel bloc se construise en Eurasie. Selon Andrew Kuchins du *Center for Strategic and International Studies* (CSIS), l'avenir des relations énergétiques sino-russes dépendra des rapports qu'entreprendront les deux pays avec les États-Unis (Kuchins, 2007 : 327). En effet, si les États-Unis entreprennent des actions contre l'Iran, la Russie et la Chine risquent de se rapprocher stratégiquement — l'Iran est plus important fournisseur de pétrole de la Chine au Moyen-Orient et un pivot géopolitique pour la Russie (Kuchins, 207 : 327). Par ailleurs, une position plus agressive des États-Unis sur la question des réformes économiques et démocratiques en Asie Centrale risque de ranimer le spectre des mini-révolutions dites de couleurs (précisément au Kirghizstan, et indirectement en Ouzbékistan). La réponse probable de la Chine et de la Russie dans cette séquence, serait d'intensifier leur collaboration pour limiter l'influence américaine dans la région. Ainsi, tous ces éléments sont de nature à harmoniser les relations sino-russes (*amity*), donc possiblement la coopération dans le domaine de l'énergie.

Une autre prospective est donnée par Bobo Lo, qui nous dit que le scénario le plus persuasif est celui de « tension stratégique » entre les deux pays (Lo, 2006 : 28). Selon lui, les conflits d'intérêts entre Moscou et Beijing persisteront à l'avenir, mais ces tensions ne seront pas assez fortes au point d'escalader en un conflit armé et ainsi, rompre toute forme de rapprochement stratégique entre les deux pays (Lo, 2006 : 28). Pour Lo, les enjeux les plus susceptibles d'influencer la tournure des relations sino-russes sont le problème de la migration illégale de chinois en Extrême-Orient russe, la compétition énergétique en Asie Centrale et la distribution de la puissance régionale (Lo, 2006 : 28). Ce scénario prédit également qu'en dépit de divergences mutuelles, les deux pays continueront leur coopération en matière d'énergie et de jouer les *soft balancers*¹⁵ dans la région en renforçant leur partenariat stratégique (Lo, 2006 : 29). En ce qui concerne l'ambivalence Russe, Lo est d'avis que la Russie demeura craintive face à la « menace chinoise », car plus la Chine deviendra puissante, plus la Russie risque d'être reléguée à la « périphérie » des affaires internationales (Lo, 2006 : 29).

Pour notre part, nous sommes d'avis que les relations énergétiques sino-russes doivent être étudiées dans le cadre plus large de leurs relations de sécurité. Ainsi, plus des divergences politiques continueront de les diviser et plus leurs intérêts géostratégiques surdétermineront leurs intérêts purement économiques, plus leurs relations risquent de se paralyser à un stade « d'axe de convenance » — fondé sur certains intérêts très sélectifs et sujets au changement plutôt que sur des valeurs communes¹⁶ — réduisant ainsi, la possibilité qu'un véritable *bloc* de coopération sino-russe se construise en Asie. En

revanche, si l'administration Obama devait succomber à la pression du Congrès pour que soient entérinées la législation S. 1607 sur l'*antidumping* pour limiter les importations chinoises et la législation S. 1677 pour que le Département américain du Trésor puisse qualifier la Chine de « manipulateur de devise » et pour que la question de l'alignement du Yuan au Dollar soit portée devant l'Organe de règlement des différends du Fond Monétaire International (FMI), il y a de fortes chances que les relations commerciales sino-américaines se refroidissent. Que dire également des liens organisationnels politico-militaires entre les États-Unis, le Japon, l'Inde, Singapour et l'Australie qui commencent à inquiéter la Chine? En été 2007, sous l'égide des États-Unis, ces pays ont participé à des exercices militaires conjoints aux confins de la périphérie chinoise (du nord-ouest au sud-ouest)¹⁷. De la même façon, si les États-Unis continuent la conduite de leur politique d'encerclement de la Russie par l'OTAN à partir de l'implantation de bases militaires, de l'installation de leur bouclier anti-missile ainsi que par l'implantation d'organismes non gouvernementaux dans les ex-républiques soviétiques, il y a de fortes chances que les relations de sécurité russo-américaines s'enveniment de plus belle.

C'est sur cette base que la Chine et la Russie pourraient faire front commun contre ce qu'elles perçoivent comme des politiques agressives en leur égard. Mais de là à savoir s'ils abonderont effectivement dans ce sens, dépendra de l'alignement de la politique étrangère américaine à l'avenir—un enjeu qui relève, à l'heure où ces pages sont écrites, de la conjecture. D'autant plus que la stratégie énergétique russe visant l'éclectisme (*divide and rule*) et l'équilibre indirect entre ses partenaires, risque de se retourner contre elle. En effet, la Russie semble oublier qu'elle aussi est en compétition avec d'autres producteurs et exportateurs d'hydrocarbures et que peu importe ses qualités de vendeur, un client comme la Chine n'est tout de même pas dupe.

BIBLIOGRAPHIE

Apport théorique (livres et articles scientifiques) :

Booth, Ken, & Nicholas Wheeler, *Security Dilemma: Fear, Cooperation, and Trust in World Politics*. New York : Palgrave Macmillan, 2007, 272p.

Buzan and Ole Wæver. *Regions and Powers: The Structure of International Security*. Cambridge: Cambridge University Press, 2003, 564p.

Buzan, Barry, Ole Weaver and Jaap de Wilde. *Security: A New Framework of Analysis*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1998. 239p.

Buzan, Barry, *People, States & Fear: the national security problem in international relations*. Sussex: Wheatsheaf, 1991 (2dn ed), 339p.

Bohi, Douglas R. & Micheal A. Toman. *The Economics of Energy Security*. Boston: Kluwer Academic, 1996, 168p.

Barbara J. Spencer and James A. Brander, « International R & D Rivalry and Industrial Strategy », *Review of Economic Studies*, vol. 50, no 4 (October 1983), p.707-722.

Dent, Christopher. « Economic Security ». In Alan Collins (ed.). *Contemporary Security studies*, p. 204-221. Oxford: Oxford University Press, 2007.

_____. *The Foreign Economic Policies of Singapore, South Korea and Taiwan*. Cheltenham: Edward Elgar, 2002, 352p.

Denis, Henri. *Histoire de la pensée économique*, Paris : Quadrige/PUF, 1999, 425p.

Gilpin, Robert. *The Challenge of Global Capitalism: The World Economy in the 21st Century*, Princeton: Princeton University press, 2002, 408p.

_____. *Global Political Economy: Understanding the International Economic Order*, Princeton: Princeton University Press, 2001, 416p.

Grossman, G. M. (ed.), *Imperfect Competition and International Trade*. Cambridge, MA: The MIT Press, 1992. 401p.

Haddadi, Said. *The Western Mediterranean as a Security Complex: A liaison between the European Union and the Middle East?* Catania: University of Catania. [En ligne]. JMWP No. 24. (November 1999). <http://www.fscpo.unict.it/EuroMed/jmwp24.htm> (page consultée le 15/10/08)

Kalicki, Jan & David, Goldwyn (eds.). *Energy and Security: Toward a New Foreign Policy Strategy*, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2005, 640p

Krugman, Paul (ed.). *Strategic Trade Policy and the New International Economics*. Cambridge, MA: The MIT Press, 1986, 313p.

Luttwak Edward. The Coming Global War for Economic Power: There Are No Nice Guys on the Battlefield of Geo-Economics», *The International Economy*, vol. 7, no 5 (1993), p. 18-67.

Macleod, Alex et Dan O'Meara (dir.). *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*. Montréal : Athéna éditions, 2007, 515p.

Phillips, Nicola (ed.). *Globalizing International Political Economy*. New York: Palgrave Macmillan, 2005. 288p.

Palonkorpi, Mikko. *Energy Security and the Regional Security Complex Theory*. Helsinki: Aleksanteri Institute / University of Helsinki, 2007, 19p.

Paul, T.V. « Soft Balancing in the Age of US Primacy », *International Security*, vol. 30, no. 1 (2005), p. 46-71

Pape, Robert A. « Soft Balancing against the United States », *International Security*, vol. 30, no. 1 (2005), p. 7-45.

Rosecrance, Richard. *The Rise of the Virtual State: Wealth and Power in the Coming Century*. New York: Basic Books, 2000, 287p.

Romer, Paul M, « Endogenous Technological Change », *Journal of Political Economy*, vol. 98, no 5 (October 1990), p 71-102

Stulberg, Adam N. *Well-Oiled Diplomacy*. Albany: State University of New York Press, 2007, 333p.

Vettori, Gaël. *Économies d'échelle : Les résultats de la recherche sur le secteur bancaire suisse*. Genève : Université de Genève, 1999, 37p.

Waltz, Kenneth. *Theory of international politics*. Reading: Addison-Wesley, 1979, 251 p.

Livres:

Allison, Roy and Jonson, Lena (eds.), *Central Asian Security: The New International Context*, Washington D.C.: Brookins Institute and RIIA, 2001, p. 127-152.

Bergstein, C. Fred, G. Bates, N.R. Lardy et D. Mitchell. *China: The balance sheet. What the world needs to know now about the emerging superpower*. New-York : Public Affairs, 2006, 206p.

Baker, Peter. et Susan Glasser. *Kremlin Rising: Vladimir Putin's Russia and the End of Revolution*, New-York: A Lisa Drew Book/Scribner, 2005, 464p.

Bergère, Marie-Claire. *La Chine de 1949 à nos jours*, Paris : Armand Colin, 2000, 382p.

Brzezinski, Zbigniew. *Le grand échiquier*. « Collection Pluriel », Paris : Bayar Éditions, 1997, 273 p.

David, Victor, Amy Jaffe, and Mark Hayes (eds.), *Natural Gas and Geopolitics: From 1970 to 2040*. New York: Cambridge University Press, 2006, 534p.

Goldman, Marshall I. *Petrostate: Putin, Power and the New Russia*, Oxford: Oxford University Press, 2008, 244p.

_____. *The privatization of Russia: Russian reform goes awry*. New York : Routledge, 2003, 289 p.

Grace, John. *Russian Oil Supply: Performance and Prospects*, Oxford: Oxford University Press, 2005, 304p.

Goldstein, Avery. *Rising to the Challenge: China's Grand Strategy and International Security*, Stanford: Stanford University Press, 2005, 288p.

Klare, Michael T. *Rising powers, shrinking planet: the new geopolitics of energy*. New-York: Metropolitan Books, 2008, 339p.

_____. *Resource Wars: The New Landscape of Global Conflict*. New-York: Owl Books, 2002, 289 p.

Kaldor, Mary, Terry Lynn Karl and Yahia Said (eds.). *Oil Wars*, London: Pluto Press, 2007, 294p.

Kambara, Tatsu and Christopher Howe. *China and the Global Energy Crisis: Development and Prospects for China's Oil and Natural Gas*, Cheltenham: Edward Elgar, 2007, 144p.

Lo, Bobo. *Axis of Convenience: Moscow, Beijing and the New Geopolitics*. Chatham House/Brookings, 2008, 277p.

Lévesque, Jacques et al.. *La Russie et son ex-empire : Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*. Paris: Presses de Sciences Po, 2003, 347p.

Lacoste, Yves. *Géopolitique: La longue histoire d'aujourd'hui*. Paris: Larousse, 2006, 329 p.

Lo, Bobo. *Russian Foreign Policy in the Post-Soviet Era: Reality, Illusion and Mythmaking*. New York : Palgrave Macmillan. 2002, 223 p.

Legvold, Robert. (ed.). *Russian Foreign Policy in the 21st Century and the Shadow of the Past*. New York: Columbia University Press, 2007, 534p.

_____. *Thinking Strategically: The Major Powers, Kazakhstan, and the Central Asian Nexus*. Cambridge: MIT Press, 2003, p. 67-106.

Rozman, Gilbert, Kazuhiko Togo and Joseph P. Ferguson (eds). *Russian Strategic Thought Toward Asia*. New York: Palgrave, 2008, 272p.

Rumer, Eugene, Dmitri Trenin, and Huasheng Zhao (eds.). *Central Asia: Views From Washington, Moscow, and Beijing*. Armonk, N.Y.: M.E. Sharpe Inc., 2007, 223p.

Rosefielde, Steven. *Russia in the 21st century: the prodigal superpower*. New York: Cambridge University Press, 2005, 244 p.

Rey, Marie-Pierre. *Le Dilemme Russe : La Russie et l'Europe occidentale d'Ivan le Terrible à Boris Eltsine*. Paris : Flammarion, 2002, 354p.

Sébille-Lopez, Philippe (sous la dir. d'Yves Lacoste). *Géopolitique du pétrole*. Paris : Armand Colin, 2006, 479p.

Suisheng Zhao (ed.). *Chinese Foreign Policy: Pragmatism and Strategic Behaviour*. New-York: M.E.Sharpe, 2004, 319p.

Tertzakian, Peter. *A thousand Barrels a Second: The Coming oil break point and the challenges facing an energy dependent world*. New York, McGraw-Hill, 2007, 272p.

Vahtra, Peeter, (ed.). *Economic Power and Economic Strategy in Russia*. London: Routledge, 2008, 224p.

Wenger, Andreas, Jeronim Perović and Robert W. Orttung (eds.). *Russian business power: the role of Russian business in foreign and security relations*. London: Routledge, 2006. 256p.

Wilson, Jeanne Lorraine. *Strategic partners: Russian-Chinese relations in the post-Soviet era*. New York: M.E. Sharpe, 2004, 279p.

Zakaria, Fareed. *The Post-American World*. New York: W.W. Norton & Company; 2008, 288p.

Articles scientifiques:

Andrews-Speed, Philip, Xuanli Liao and Roland Dannreuther. « The strategic implications of China's energy needs », *Adelphi Papers*, vol. 42, no 346 (2002), p. 71 – 97.

Burrows, Mathew and Gregory F. Treverton. « A Strategic View of Energy Futures », *Survival*, vol. 49, no 3 (2007), p. 79-90.

Cheng, Joseph Y.S. « A Chinese View of China's Energy Security », *Journal of Contemporary China*, vol. 17, no 55, (May 2008), p. 297-317.

Chun, Hongchan. « Russia's Energy Diplomacy toward Europe and North East Asia: A Comparative Study », *World International Studies Conference*, Ljubljana: Slovenia, (July 23-26, 2008), 26p.

Chu, Tianshu, Fereidun Fesharaki, Kang Wu. « China's Energy in Transition: Regional and Global Implications », *Asian Economic Policy Review*, vol. 1, no 1 (June 2006), p. 134-152.

Ferdinand, Peter. « Sunset, sunrise: China and Russia construct a new relationship », *International Affairs*, vol. 83, no 5 (2007), p. 841-867.

_____ «Russia and China: converging responses to globalization», *International Affairs*, vol. 83, no 4 (2007), p. 655 – 680.

Goldman, Marshall I. « Russia and the West: Mutually Assured Distrust », *Current History*, vol. 106, no 702 ((October 2007,)) p. 314-320.

Ikenberry, John. « The Rise of China and the Future of the West », *Foreign Affairs*. [En ligne]. vol. 87, no 1 (2008). <http://www.foreignaffairs.org/20080101faessay87102/g-john-ikenberry/the-rise-of-china-and-the-future-of-the-west.html> (page consultée le 19/13/08).

- Kuchins, Andrew. « Russia and China: The Ambivalent Embrace », *Current History*, vol. 106, no 702 (octobre 2007), p. 321-327.
- Kreft, Henry. « China's quest for energy: Resource Diplomacy in a Global Market », *Policy Review*, no 139 (October/November 2006), p. 39-59.
- Klare, Michael T. «Geopolitics Reborn: The Global Struggle over Oil and Gas Pipelines », *Current History*, vol. 103, no 677 (December 2004), p. 428-433.
- _____. «Fueling the Dragon: China's Strategic Energy Dilemma». *Current History*, vol.105, no 690 (April 2006), p. 180-185.
- Lampton, David M. « The Faces of Chinese Power », *Foreign Affairs*, vol. 86, no 1 (Janvier/Fevrier 2007), p. 115-127.
- Li, Hongyi Harry. « China's Oil Diplomacy: is it a global security threat?, *Third World Quarterly*, vol. 28, no 3 (2007), p. 519-537.
- Lo, Bobo. « The long sunset of strategic partnership: Russia's evolving China policy », *International Affairs*, vol. 80, no 2 (2004), p. 295-309.
- Mankoff, Jeffrey. « Russia and the West: Taking the Longer View », *The Washington Quarterly*, vol. 30, no 2 (Spring 2007), p. 123-135.
- Olcott, Martha Brill. « The Great Powers in Central Asia», *Current History*, vol. 104, no 686, (October 2005), p. 331-335.
- Pant, Harsh V. « Feasibility of the Russia-China-India "Strategic Triangle », *International Studies*, vol. 43, no. 1 (2006), p. 51-72.
- Rutland, Peter. « The Impact of the Global Financial Crisis on Russia », *Russian Analytical Digest*, no 48 (October 2008), p. 2-5
- Suisheng Zhao. « China's Global Search for Energy Security: cooperation and competition in Asia-Pacific », *Journal of Contemporary China*, vol. 17, no 55, (May 2008), p. 207-227.
- Simes, Dimitri K. « Losing Russia : The Costs of renewed Confrontation ». *Foreign Affairs*. Vol. 86, no.6 (novembre/décembre 2007), p.35-52.
- Tao, Xu, « Major Central Asia players: what does a rising China mean politically, economically, and security wise to Central Asia?», *Beijing Review*, vol. 47, no 5 (February 2004), p. 42-45.
- Trenin, Dmitri. «Russia Redefines Itself and its relations with the West». *The Washington Quarterly*, vol. 30, no.2 (2007), p.95-105.
- Trenin, Dmitri, « Russia and Global Security Norms », *The Washington Quarterly*, vol. 21, no 2 (2004), p. 63-77.
- Verrastro, Frank and Sarah Ladislaw. « Providing Energy Security in an Interdependent World », *The Washington Quarterly*, vol. 30, no. 4 (Autumn 2007), p. 95-104.

Yi-chong, Xu. « China's energy security ». In Michael Wesley (ed.). *Energy Security in Asia*. p. 43-67. New York: Routledge, 2007.

Yergin, Daniel. « Ensuring Energy Security », *Foreign Affairs*, vol. 85, no 2 (March/April 2006), 69-82.

Zweig, David and Bi Fianbai. « China's Global Hunt for Energy », *Foreign Affairs*, vol. 84, no 5 (Septembre/Octobre 2005), p. 25-38.

Documentation d'organismes:

Bogetic, Zeljko *et al.* *Russian Economic Report No. 17*. Washington D.C.: World Bank, Economic Management and Policy Unit, 2008, 45p.

Brookings Institution. *The Russian Federation*. Washington D.C.: The Brookings Foreign Policy Studies/Energy Security Series, 2006, 30p.

Cordesman, Anthony H. *Global Oil Security: Risks by Region and Supplier*. Washington: The Center for Strategic and International Studies, (November 2006), 82p.

Cordesman, Anthony and Khalid R. Al-Rodhan. *The Global Oil Market: Risks And Uncertainties*. Washington: Center for Strategic and International studies, 2006, 168p.

Dumbaugh, Kerry. *China's Foreign Policy: What Does It Mean for U.S. Global Interests?* Washington D.C.: CRS Report for the Congress, Code RL34588, 2008, 29p.

Energy Charter Secretariat, *The Energy Charter Treaty and Related Documents: A Legal Framework for International Energy Cooperation*, Brussels: Energy Charter Secretariat, 2004, 228p.

Facon, Isabelle. *L'Asie centrale comme enjeu dans le « partenariat stratégique » sino-russe*. Paris : Fondation pour la Recherche Stratégique, (février 2008), 35p.

Kiesow, Ingolf. *China's Quest for Energy: Impact upon Foreign and Security Policy*. Stockholm: Swedish Defense research Agency, FOI-1371-SE, (November 2004), 61p.

Lo, Bobo. *China and Russia; Common interests, contrasting perceptions*. London: CLSA Asian geopolitics special report, (May 2006), 31p.

Larson, Robert L. *Russia's Energy Policy: Security Dimensions and Russia's Reliability as an Energy Supplier*. Stockholm: Swedish Defense research Agency, FOI-R-1934-SE, (March 2006), 357p.

Lyne Roderic, Strobe Talbott & Koji Watanabe. *Engaging with Russia: The Next Phase*. Washington D.C.: The Trilateral Commission, 2006, 185p.

Lahn, Glada & Keun-Wook Paik. *Russia's Oil and Gas Exports to North-East Asia*. London: Chatham House, Sustainable Development Programme, 2005, 10p.

Lewis, Steven W. *China's oil Diplomacy and Relations with the Middle East*. Houston: The James A. Baker III Institute for Public Policy, Rice University, (September 2002), 22p.

Torbakov, Igor. *From Hegemony to new geopolitical competition: Assessing Russia's Strategic footprint in Central Asia*. Helsinki: The Finnish Institute of International Affairs, Russia in the Regional and Global Context Programme, 2008, 7p.

Tellis, Ashley and Wills, Michael (eds). *Strategic Asia 2007-08: Domestic Political Change and Grand Strategy*. Seattle: National Bureau of Asian Research, 2007.

Weitz, Richard. *China-Russia security relations: Strategic parallelism without partnership or passion?*. Carlisle Barracks, PA: Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, August 2008, 175p.

Sources de données :

British Petroleum. *Statistical Review of World Energy June 2008*, Londres: BP Statistical Review of World Energy, 2008, 45p.

Energy Information Administration, *International Energy Outlook 2007*, Washington D.C.: U.S. Department of Energy, DOE/EIA-0484 (2007), 230p.

Federal service of the state statistics, *Регионы России: Социально-экономические показатели 2007*. Moscow: Rosstat.

[En ligne]: http://www.gks.ru/bgd/regl/b07_14p/IssWWW.exe/Stg/d02/13-15.htm (page consultée 22/11/08)

FMI. *World Economic Outlook: Financial Stress, Downturns, and Recoveries*. Washington, D.C.: International Monetary Fund, Publication Services, October 2008, 321p.

Gazprom. *Gazprom in Figures 2003-2007*. Moscow: Gazprom annual report, 2007, 66p.

SIPRI, *Facts on International Relations and Security Trends database*,
[En Ligne].<http://first.sipri.org/> (page consultée le 26 novembre 2007)

NOTES

¹ Par ailleurs, nous estimons que la consommation de pétrole devrait augmenter de 55% d'ici les 25 prochaines années, passant de 77 mbj en 2001 à plus de 119 millions en 2025 (Klare, 2008 : 36). La consommation de gaz naturel devrait quant à elle, augmenter de 64 % d'ici le prochain quart de siècle, atteignant les 163 trillions de pieds cubes en 2030—l'équivalent de 29 milliards de barils de pétrole (Klare, 2008 : 44).

² L'importance de l'innovation technologique est capitale pour la STT, car elle procure aux gouvernements des incitatifs pour augmenter la force techno-scientifique de leurs économies. C'est-à-dire des efforts étatiques pour empêcher la diffusion de leurs plus importants avancements technologiques (Gilpin, 2001: 124).

³ Les États dans un CRS sont préoccupés par les mêmes inquiétudes sécuritaires et sont interreliés les uns avec les autres (interdépendance sécuritaire) d'une telle façon, que les actions d'un État cherchant à maximiser sa sécurité auront des répercussions sur la sécurité des autres États du complexe (Allison & Jonson, 2001 : 5).

⁴ Par *amity* nous entendons: « relationships ranging from genuine friendship to expectations of protection or support » et par *enmity*, « the relationship set by suspicion and fear. » (Buzan, 199, 189-1994).

⁵ Il existe en effet deux niveaux de la « sécurité économique », micro et macro. Le premier se concentre sur des agents « localisés » tels des particuliers et des communautés locales relativement à leur « bien-être » socio-économique (Dent, 2007 : 205). Le second se concentre la politique économique étrangère (PEE) des États (ou les acteurs capables de poursuivre des objectifs de PEE) et leur engagement dans le système économique mondial (Dent, 2007 : 205).

⁶ Il existe huit formes de sécurité économique. D'un côté, nous avons les formes plus « techniques » telles : (i) la sécurité des approvisionnements; (ii) l'accès aux marchés; (iii) le crédit financier; et (iv) la capacité « techno-industriel » (Dent, 2007 : 218). De l'autre, nous avons les formes plus « relationnelles » ou diplomatiques telles : (i) la sécurité socio-économique; (ii) la sécurité transfrontalière; (iii) la sécurité « systémique »; et (iv) les alliances économiques (Dent, 2007 : 218).

⁷ La première signifie la sécurisation des structures d'approvisionnement par lesquelles un État acquiert des ressources énergétiques ou matérielles et de la technologie en provenance de sources étrangères ou encore, par lesquelles un État exerce ses relations diplomatico-économiques (Dent, 2007 : 211). La seconde signifie le maintien et le développement de partenariats économiques entre acteurs étatiques ou non-étatiques (notamment entre firmes multinationales) dans le but de poursuivre des objectifs de politique comme la compétitivité des exportations, l'attraction d'investissements directs étrangers (IDE) ou encore, l'acquisition de technologies clés (Dent, 2007 : 217-18).

⁸ Plus spécifiquement, Jan H. Kalicki et David L. Goldwyn, dans leur livre, *Energy and Security: Toward a New Foreign Policy Strategy* (2005) définissent le concept comme: « The provision of affordable, reliable, diverse, and ample supplies of oil and gas (and other future equivalents) [...] and adequate infrastructure to deliver these supplies to market. » (Kalicki & Goldwyn, 2005: 9).

⁹ Après la mort du grand timonier Mao Tse-tung en 1976, la Chine est affaiblie par une crise économique et elle est aux prises avec de sérieux problèmes socio-politiques. Sortir son pays de l'agonie et l'orienter vers une nouvelle voie de développement, tels sont les objectifs qui poussèrent Deng Xiaoping et son équipe (une fois au pouvoir) à instaurer un nouveau système économique. Ce nouveau système; celui de l'économie de marché socialiste, se traduit entre autres, par le passage de l'autarcie vers l'ouverture, la coopération du marché chinois avec d'autres marchés étrangers et par la mise en pratique de nouvelles politiques sociales, politiques et économiques. (Bergère, 2000, 172-173).

¹⁰ Pour de plus amples informations sur les deux autres stratégies, voir Steven W. Lewis, *China's oil Diplomacy and Relations with the Middle East*, Houston: The James A. Baker III Institute for Public Policy, Rice University, (September 2002), 22p.

¹¹ Pour de plus amples informations sur ce Traité, voir Energy Charter Secretariat, *The Energy Charter Treaty and Related Documents: A Legal Framework for International Energy Cooperation*, Brussels: Energy Charter Secretariat, 2004, 228p.

¹² Plusieurs rumeurs circulent à l'effet que les membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OSC) discutent de la possible admission de l'Iran dans l'organisation. Mais rien n'est encore décidé; le Kazakhstan risque de perdre son influence dans l'organisation (Ferdinand, 2007 : 864).

¹³ Après la montée au pouvoir des Bolchéviks, la Russie a signé, le 3 mars 1918, le traité de paix de Brest-Litovsk qui lui imposa des concessions territoriales et de lourdes indemnités de guerre. C'est l'équivalent de 800 000 km² qui seront littéralement amputés à la Russie. Pour de plus amples informations, voir Marie-Pierre

Rey. *Le Dilemme Russe : La Russie et l'Europe occidentale d'Ivan le Terrible à Boris Eltsine*. Paris : Flammarion, 2002, 354p.

¹⁴ En revanche, les Russes ont rétorqué avec la signature en mai 2007 d'un projet qui reliera le Turkménistan, le Kazakhstan et la Russie dont on estime pouvoir transporter plus de 20 mm *per annum* d'ici 2012 (Ferdinand, 2007 : 852).

¹⁵ Pour de plus amples informations sur ce concept voir T.V. Paul, « Soft Balancing in the Age of US Primacy », *International Security*, vol. 30, no. 1 (2005), p. 46-71 et Robert A. Pape, « Soft Balancing against the United States », *International Security*, vol. 30, no. 1 (2005), p. 7-45.

¹⁶ L'expression est tirée du nouveau livre de Bobo Lo, *Axis of Convenience: Moscow, Beijing and the New Geopolitics*. Chatham House/Brookings, 2008, 277p.

¹⁷ Nous pouvons penser que ces exercices constituent une tentative de contrecarrer le rapprochement politico-militaire entre la Chine, le Pakistan et la Birmanie. Ce rapprochement est à l'origine une tentative pour contrebalancer l'Inde (Brzezinski, 1997 : 213). Ceci constitue un enjeu géopolitique crucial pour les États-Unis, le Japon, et la Russie, car avec cette alliance, la Chine pourrait contrôler sa mer méridionale et une partie du golf du Bengale (océan Indien), donc inévitablement « les grandes lignes de navigation, notamment celles des navires pétroliers qui vont du détroit de Malacca et de Singapour vers Shanghai, la Corée du Sud et le Japon » (Lacoste, 2006 : 18).